



## Focus

### **Bonnes pratiques et recommandations aux élus locaux : Comment s'adapter aux changements climatiques ?**

AREC Ile-de-France, ADEME Ile-de-France, AMIF, 06/2022, 44 p.

[https://www.arec-idf.fr/fileadmin/DataStorage/user\\_upload/AREC\\_Bonnes\\_pratiques\\_BAT\\_web.pdf](https://www.arec-idf.fr/fileadmin/DataStorage/user_upload/AREC_Bonnes_pratiques_BAT_web.pdf)

A l'occasion de la conférence " Comment s'adapter au changement climatique en matière de logement tout en répondant aux besoins et aspirations des français" organisée lors de la 26e édition du Salon de l'AMIF, l'AMIF a présenté en avant-première les " Bonnes pratiques et recommandations aux élus locaux : Comment s'adapter au changement climatique ? "

Fruit d'un partenariat avec l'Agence régionale énergie climat (AREC), l'ADEME Ile-de-France et un groupe d'élus franciliens, ce recueil a pour objectif d'aider les élus locaux à s'emparer des questions d'adaptation au changement climatique. Ce recueil de recommandations et de bonnes pratiques est le premier conçu par les élus, pour des élus, tenant compte de leurs besoins et mettant en valeur les retours d'expériences ainsi que les conseils de ceux, au contact quotidien des administrés, doivent trouver des solutions concrètes de terrain.

### **Construire l'action publique face à l'urgence écologique**

Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique, 05/2022, 32 p

[ajax.php \(ehesp.fr\)](http://ehesp.fr/ajax.php)

Construire l'action publique face à l'urgence écologique : Comment appréhender l'urgence écologique ? Prendre conscience de l'ampleur de la transformation ? Comment intégrer les enjeux relatifs au changement climatique dans les politiques publiques ? Comment développer des politiques d'adaptation au changement climatique dans le secteur de la santé ?



## Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



*On vous signale une expérience*

## Action éducative/Sport

### **Apprendre à nager n'est plus donné à tout le monde. Des piscines municipales aux mégacentres aquatiques** / BAQUE Philippe

Monde diplomatique (le), 07/2022, n° 820, p. 4-5

La France possède le plus grand parc de piscines familiales privées d'Europe, mais beaucoup de ses enfants ne savent pas nager. L'école ne peut pas toujours remplir sa mission, d'autant que les stades nautiques publics font place à des espaces de loisir coûteux, de moins en moins conçus pour l'apprentissage. Résultat : on compte encore environ mille décès par noyade chaque année.

### **Transport scolaire : Les conducteurs de bus vont cruellement manquer à l'appel** / BRUNET Valérie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 14

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40146612/les-conducteurs-de-ew-bus-ew-vont->

Victime de sa faible attractivité, le transport scolaire peine à recruter. Les collectivités locales se mobilisent.

### **Tout savoir sur la loi du 2 mars 2022 visant à combattre le harcèlement scolaire** / MERGUI Mourad

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/07/2022, n° 26/2622, p. 44-45

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40105237/tout-savoir-sur-la-loi-du-2-mars-2022-visant-a->

- Le droit à suivre une scolarité sans harcèlement, instauré par la loi du 26 juillet 2019, est étendu à l'ensemble des élèves de l'enseignement privé.
- Le législateur complète la définition de la notion de harcèlement scolaire afin d'y inclure les faits commis en dehors du cadre ou en marge de la vie scolaire.
- Est créé un délit de harcèlement scolaire à l'article 222-33-2-3 du code pénal, punissable de trois à dix ans d'emprisonnement selon les circonstances.



### **CC Bayeux Intercom (Calvados) 36 communes 29 900 hab. Un potager qui initie les écoliers et remplit leurs assiettes** / HUTEAU Hélène

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/07/2022, n° 26/2622, p. 40

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40105206/cc-bayeux-intercom-calvados-36-communes->

A visée à la fois éducative et de production, le potager en permaculture est l'une des premières concrétisations du projet alimentaire territorial.

## Aménagement et développement des territoires

### **Tous en vacances grâce au tourisme social et solidaire !** / LAZAROVA Rouja

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 40-41

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40146702/tous-en-ew-vacances-ew-grace-au-tourisme->

Le tourisme social et solidaire vient répondre aux enjeux laissés de côté par le tourisme de masse : accessible aux plus modestes, respectueux de l'environnement et des territoires.

Le tourisme responsable permet aux ménages les plus pauvres de partir en vacances. Il privilégie les circuits courts pour soutenir l'économie locale et valorise le patrimoine.

Les collectivités peuvent soutenir les structures par des subventions ou à travers des appels à projets. Elles peuvent également nouer des partenariats.

### **Les tiers-lieux en voie d'institutionnalisation ?** / PEREZ Dominique

Entreprise et carrières, 25/07/2022, n° 1586-1587, p. 10-11

Présentés comme l'une des réponses aux nouvelles aspirations des travailleurs, indépendants ou salariés, en termes d'organisation du travail et de lien social, les tiers-lieux sont à l'agenda gouvernemental. Mais des questions subsistent...

[Retour sommaire](#)

### **Aménagement : Décrets « ZAN » : retour sur les dispositions contestées / GAYET Arthur**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 50-51

Parus le 29 avril 2022, les décrets d'application « zéro artificialisation nette » (ZAN), fortement contestés par les élus locaux, font l'objet d'un recours de l'Association des maires de France devant le Conseil d'Etat.

Le premier décret doit guider les rédacteurs du schéma régional (Srd) pour intégrer le nouveau thème de la gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols.

Le second décret établit la nomenclature des surfaces artificialisées pour le calcul des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols à compter de 2031.

### **La métropole de Lyon fait la chasse à l'affichage publicitaire / SIGOT Françoise**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 16

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40146616/la-metropole-de-lyon-fait-la-chasse-a-l-ew>

Le nouveau règlement de publicité lyonnais prévu pour le printemps prochain devrait être l'un des plus contraignants de France.

### **Le Louvre-Lens et l'inscription à l'Unesco changent le visage du bassin minier / LANGLOIS Géraldine**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/07/2022, n° 26/2622, p. 38-39

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40105200/pole-metropolitain-de-l-artois-pas-de-calais>

Dix ans ont passé depuis l'inscription du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco et l'ouverture du musée du Louvre-Lens.

La transformation du territoire doit concerner les 580 700 habitants du périmètre inscrit, les acteurs publics, économiques, culturels, associatifs et touristiques.

Ces deux grands événements concomitants ont enclenché une dynamique de développement nouvelle qui touche de nombreux domaines.

### **Le sentier du littoral, une carte à jouer pour un tourisme durable / DELMOLINO Alexandra**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/07/2022, n° 26/2622, p. 36-37

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40105193/le-sentier-du-ew-littoral-ew-une-carte-a-jouer>

Aménager un sentier du littoral valorise l'identité des territoires.

Il se prête au développement de circuits pédestres itinérants, une nouvelle forme de tourisme durable.

Les sentiers sont accessibles gratuitement aux piétons : sportifs, touristes, pêcheurs... Aux collectivités d'organiser le respect des usages.

Le maire est responsable de la mise en sécurité du sentier.

Les collectivités aménagent celui-ci et l'entretiennent avec le Conservatoire du littoral.



### **Niort (Deux-Sèvres) 59 200 hab. - Un site industriel réhabilité relie la ville au Marais poitevin /**

DA CRUZ Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/07/2022, n° 26/2622, p. 35

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40105188/niort-deux-sevres-59-200-hab-un-site-ew>

Une friche reconvertie en un vaste parc urbain intégrant un port fluvial crée une transition directe vers le Marais poitevin.

### **Urbanisme durable en actes [Dossier]**

Traits urbains, 07/2022, n° 128, p. 18-31

Au sommaire :

- Des porteurs de projets de mieux en mieux accompagnés
- Le regard de Philippe Madec, professeur de paysage et d'architecture
- Les Rives de la Haute Deûle vers une biodiversité fondatrice
- St Vincent de Paul, démonstrateur parisien
- A la (re)découverte des écoquartiers de Grenoble
- Smartseille, vitrine "low cost-easy tech" d'Euffage
- Aménageurs recherchent agriculteurs

[Retour sommaire](#)

## **La revitalisation des centres-villes est en marche [Dossier]**

Intercommunalités, 07/2022, n° 273, p. 6-17

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco273-WEB.pdf>

Si la prise de conscience des difficultés des centres-villes est relativement récente, les programmes nationaux action cœur de ville et petites villes de demain ont permis de partager les diagnostics communs et de bâtir des projets de reconquête. Pour la nouvelle législature, les intercommunalités souhaitent poursuivre dans cette voie tout en insistant sur la valeur ajoutée d'un pilotage concerté avec les communes.



**Des solutions pour une logistique urbaine durable** / DE SOLERE Hélène, BARIOU Cédric  
Techni.cités, 06/2022, n° 354, p. 30-32

<https://www.lagazettedescommunes.com/811170/des-solutions-pour-une-logistique-urbaine-durable/>

Le programme InterLUD travaille depuis près de trois ans à repenser la logistique du dernier kilomètre. Les premiers applicatifs seront prochainement disponibles pour les collectivités et les acteurs économiques.

<https://www.interlud.green/>

## **Parc Naturel Régional (PNR) : Une expérience d'aménagement durable ? [Dossier]**

Pour, 03/2022, n° 243, p. 147-343

"La création des Parcs naturels régionaux (PNR) en 1967, intervenant après celle des parcs nationaux en 1960, participe de la prise de conscience de la nécessaire protection de l'environnement et du rôle qu'elle peut jouer dans la qualité de vie des Français. Mais l'histoire des PNR s'inscrit également dans celle des politiques d'aménagement du territoire et en particulier celle de l'aménagement rural et du développement local. Elle renvoie en effet aux évolutions sociétales, aux attentes des citoyens et des ruraux et souligne les changements de la place donnée aux espaces ruraux dans la société et aux représentations dont ils font l'objet. Et dans cette logique, les principales thématiques traitées dans les parcs depuis leur mise en place reflètent nombre d'évolutions sociétales et scientifiques.

L'objectif n'est pas, ici, de revenir de manière exhaustive sur les grandes périodes des PNR – nombre de travaux et d'ouvrages récents l'ont fait, à l'occasion des différents anniversaires, notamment celui de leur cinquantenaire (Depraz, 2012 ; FNPRF, 2015 ; Baron et Lajarge, 2016)- mais d'esquisser quelques points en relation avec les quinze articles proposés ici."

## **Culture**

### **Festivals - Musique - Au-delà des subventions, comment soutenir la culture**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/07/2022, n° 26/2622, p 26-31

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40105158/festivals-musique-au-dela-des-subventions->

Mode d'intervention L'attribution de subventions constitue le premier des modes d'intervention auprès des acteurs culturels. Mais il existe bien d'autres façons de les soutenir, qui peuvent s'avérer tout aussi déterminantes.

Expertise Pour être efficaces, les modes d'intervention alternatifs doivent reposer sur une analyse fine des besoins des acteurs culturels. Une expertise qui s'acquiert par un dialogue suivi entre les partenaires.

Agences Généralistes ou spécialisées par domaines culturels, les agences départementales et régionales appuient les collectivités souhaitant explorer d'autres façons de soutenir la culture sur leur territoire.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40105166/une-panoplie-d-aides-alternatives-qui>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40105170/les-agences-culturelles-ces-couteaux>

### **Programmateur de scènes de musiques actuelles**

Scène (la), 06/2022, n° 105, p. 156-157

La réussite d'un lieu culturel dépend en grande partie de sa programmation. Le programmateur repère et place les artistes devant un public dans les meilleures conditions possibles.

[Retour sommaire](#)

## **Les mutations des publics [Dossier]**

Scène (la), 06/2022, n° 105, p. 60-81

Les publics ont changé, et sans doute beaucoup plus qu'on ne l'aurait pensé à l'orée de cette saison déconcertante à bien des égards. De nouvelles habitudes sont prises dans la relation aux lieux, la consommation culturelle, les choix artistiques... Entre besoin de convivialité, crainte de l'engagement et refus des contraintes, les publics surprennent. Les lieux et les festivals tentent de tirer les leçons d'une saison étonnante et d'adapter leurs propositions.

## **L'archéologue territorial fait gagner du temps / VILLE Frédéric**

Techni.cités, 06/2022, n° 354, p. 60-61

<https://www.lagazettedescommunes.com/809765/larcheologue-territorial-fait-gagner-du-temps/>

Avec l'archéologie programmée et surtout préventive, les services d'archéologie territoriale se développent. Un métier technique et de relations, mais qui fait gagner du temps dans les projets, tout en y intégrant l'archéologie et l'architecture.

## **Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics**

### **L'imprévision et les marchés publics : réflexions à partir de la circulaire du 27 mars 2022 / RICHER Laurent**

Actualité Juridique. Droit Administratif, 25/07/2022, n° 26/2022, p. 1497-1502

La circulaire du 27 mars 2022 s'inscrit dans une tradition administrative consistant à rappeler en période de difficultés économiques exceptionnelles que la théorie de l'imprévision est applicable aussi bien aux concessions qu'aux marchés publics. Mais n'est-ce pas un leurre compte tenu de la rareté des décisions de justice accordant une indemnité d'imprévision et, aujourd'hui, de l'impact des règles sur la modification des contrats de la commande publique ? En dépit de tous les obstacles un certain espace subsiste pour la conclusion d'accords tirant les conséquences de la situation d'imprévision.

<https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45317>

### **Marchés publics : réponse graduée selon le déséquilibre financier / MICHON Jérôme**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 52-53

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40146749/reponse-graduee-selon-le-desequilibre>

Les acheteurs doivent traiter différemment une réclamation en revalorisation financière, selon le type d'achats concerné.

L'invocation de la crise sanitaire ou du conflit armé en Ukraine est recevable uniquement dans certains cas.

L'acheteur peut également sortir du marché affecté par des hausses importantes et recourir à des solutions alternatives légales.

### **Gens du voyage : Qualité des aires d'accueil : le grand tabou**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 30

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40146673/qualite-des-ew-aires-ew-d-accueil-le-grand>

Décidée par les élus intercommunaux et communaux, la localisation des aires d'accueil des gens du voyage est souvent éloignée des services publics, des commerces, à l'encontre de la loi. Une relégation qui tend à rendre invisibles les gens du voyage.

Situées sous les bretelles d'autoroute, à proximité de voies ferrées, de déchetteries, de stations d'épuration, de cimenteries, d'usines classées « Seveso »... les aires d'accueil représentent des risques pour la santé des gens du voyage.

Face à cette prise de conscience assez récente, les élus locaux esquivent les questions, pris entre les contraintes réelles du manque de foncier, les desiderata de leurs administrés, les attitudes discriminantes et l'anti-tsiganisme des uns et des autres.

[🏠 Retour sommaire](#)

**3DS, grande loi ou grosse loi ? [Dossier]** / FAURE Bertrand, BRISSON Jean-François, KADA Nicolas, EVEILLARD Gweltaz

Actualité Juridique. Droit Administratif, 11/07/2022, n° 24, p. 1366-1400

Avec ses 271 articles, la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale est assurément un texte volumineux. Ses promoteurs eux-mêmes ne prétendaient pas pour autant en faire un tournant du droit des collectivités territoriales. Au sein du volet différenciation, les dispositions de faible portée côtoient celles qui n'en ont aucune. En matière de décentralisation, elle marque le triomphe de la co-administration. La déconcentration est d'autant plus reléguée au second plan que la période est marquée par la suppression du corps préfectoral. C'est peut-être dans le volet simplification qu'on trouve, au-delà de son aspect patchwork, les mesures les plus réfléchies et utiles sur le terrain.

**Etat civil : Ce qui change avec la loi visant à réformer l'adoption** / LEVRAY Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/07/2022, n° 26/2622, p 46-47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40105241/ce-qui-change-avec-la-loi-visant-a-reformer>

L'adoption sort du cadre de l'institution du mariage. Simple, elle est valorisée par la reconnaissance des droits extrapatrimoniaux. Plénière, elle est assouplie.

L'intérêt de l'enfant est placé au cœur de l'agrément. L'information et la préparation des impétrants par les services de l'aide sociale à l'enfance doivent améliorer la réussite du projet parental.

Le caractère exprès, libre et éclairé du consentement des parents à l'adoption de leur enfant, des adoptants et de l'enfant à adopter ou adopté, y compris les pupilles de l'Etat, est renforcé.

**Collectivités territoriales : le contrôle et la tutelle** / PONTIER Jean-Marie

Actualité Juridique. Droit Administratif, 04/07/2022, n° 23/2022, p. 1311-1318

Les termes de contrôles et de tutelle sont familiers aux juristes, le premier étant associé, traditionnellement, à la police sous ses différentes expressions, le second, qui est également une forme de contrôle, étant principalement rapporté, historiquement, à la surveillance des collectivités locales par l'Etat, ce qui a pu se traduire par un assujettissement des premières au second. L'évolution concernant l'un et l'autre a été considérable. Si, depuis des décennies, la tutelle recule, les contrôles, eux, prospèrent, ils se diversifient, de nouveaux types de contrôles apparaissent, qui l'emportent sur les contrôles classiques, avec des préoccupations renouvelées.

**L'achat public innovant sur le fil !** / LECLERC Hélène

WEKA le mag, 07/2022, n° 4, p. 28-35

Le contexte actuel a pour conséquence de reléguer l'innovation comme un simple sujet de marchés publics. Pourtant, l'achat innovant n'est pas qu'un sujet de start-up à la commande publique ou de nouvelles technologies, mais il est aussi et surtout un dispositif pour une meilleure efficacité des services publics. Et si justement il pouvait être un moyen parmi d'autres de répondre aux multiples enjeux - sociaux, environnementaux, sociétaux, budgétaires ?

**Crise de la démocratie : quelles bonnes pratiques pour nouer le dialogue élus-administration-citoyens ? [Dossier]**

Revue du gestionnaire public, 07/2022, n° 3, p. 10-30

Au sommaire :

- De la démocratie représentative à la démocratie participative, S. Makarenko
- La formation des élus, un enjeu pour l'action publique, F. Bellouard, V. Chatel et J. Marchand
- L'évolution des pratiques en matière de concertation et d'appropriation des politiques publiques, C. Nebbula
- Transformer un territoire par le récit, E. Lamendour

**La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, une loi de circonstances** / JANICOT Laetitia

Droit administratif, 07/2022, n° 7, p. 13-18

Si la loi apporte au droit des collectivités territoriales, aussi bien sur le terrain des compétences qu'au niveau des institutions, elle confirme, en revanche, les maux qui affectent de plus en plus ce droit.

[Retour sommaire](#)

### **Prospective ouverte en temps de crise : Une expérience de Convention citoyenne locale (Cahier "Connaissances sur"), 06/2022, n° 7, 48 p.**

<https://dialoguecitoyen.metropole.nantes.fr/media/default/0001/01/30169598598f732a553bf0edb5b60>

Avec la pandémie du Covid-19, le dialogue citoyen a franchi une nouvelle étape avec la mise en place d'une convention citoyenne locale.

Face à l'urgence et l'état d'exception décrétés par la crise, Nantes Métropole a souhaité ouvrir une démarche prospective ouverte pour garder le cap du temps long et penser collectivement l'après-crise.

### **Quelles évaluations des politiques publiques pour quelles utilisations ? / BAÏZ Adam**

France stratégie, 06/2022, 240 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/285590-quelles-evaluations-des-politiques-publiques-pour-quelles->

Ce rapport comporte deux parties distinctes : la première sur l'évaluation académique des politiques publiques et la seconde sur les évaluations avant et après le vote d'une loi.

En partant d'un échantillon de 227 évaluations, l'analyse recense ainsi près de 8 300 citations sur la période 2008-2020 et constate tout d'abord que les citations sont faites à une écrasante majorité par des chercheurs (à 94 %) et également que la thématique "économie" est la plus évaluée.

Dans la seconde partie, sur un échantillon de 262 lois votées de 2008 à 2020, le rapport constate que, pour chacune, 18 travaux évaluatifs en moyenne sont cités en amont du vote. Ce nombre est plus élevé pour les projets de loi que pour les propositions de loi ou les mesures des lois de finances. En aval du vote, 40 % de ces 262 lois ont fait l'objet d'au moins une évaluation ex post, avec une moyenne de 2,7 évaluations par loi (soit 1,1 pour l'ensemble de l'échantillon).

### **Comment renouveler et porter l'engagement bénévole ?**

Conseil économique, social et environnemental, 06/2022

<https://www.lecese.fr/actualites/engagement-benevole-le-cese-adopte-son-avis>

Le CESE a adopté à l'unanimité lors de sa séance plénière du 28 juin son avis "Engagement bénévole, cohésion sociale et citoyenneté" rapporté par Marie-Claire Martel (Groupe des associations) et Jean-François Naton (Groupe CGT), au nom de la Commission Education, Culture et Communication, présidée par Jean-Karl Deschamps.

Le bénévolat, omniprésent dans notre société, apporte une réelle solidarité à notre pays. Pourtant, il doit surmonter aujourd'hui plusieurs difficultés. Comment le renouveler ?

Dans cet avis, le CESE propose une nouvelle définition du bénévolat et formule 19 préconisations visant à valoriser le rôle fondamental de l'engagement citoyen par le bénévolat dans notre société, ses apports à la cohésion sociale et à l'intérêt général, mais aussi à l'épanouissement individuel, autour de 4 axes :

- Faciliter l'accès au bénévolat : meilleurs accueil, accompagnement et informations
- Valoriser les bénévoles de façon collective et individuelle
- Mieux former et reconnaître davantage les compétences des bénévoles
- Améliorer la mesure du bénévolat et de ses effets

### **La loi 3DS [Dossier] / JANICOT Laetitia, VERPEAUX Michel, VAN LANG Agathe, MARIE Soazic, DONIER Virginie**

Revue française de droit administratif, 05/2022, n° 3, p. 397-440

Coordonné par Michel Verpeaux, ce dossier présente les aspects les plus marquants de la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi 3DS.

- Les institutions et les compétences
- L'environnement
- L'urbanisme et le logement
- La santé et la cohésion sociale

[Retour sommaire](#)

# Economie

## Industrie et territoires [Dossier]

Administration, 06/2022, n° 274, p. 6-99

"La Covid a révélé notre dangereuse dépendance à l'égard de l'étranger pour nos approvisionnements en vaccins et notre perte de souveraineté dans des secteurs essentiels, comme les produits pharmaceutiques ou celui des composants électroniques indispensables à la fabrication des objets de notre quotidien.

La reconquête de cette souveraineté a constitué par ailleurs un volet essentiel du programme de tous les candidats à la dernière élection présidentielle et il est symbolique que le nouvel intitulé du ministère de l'économie ait été élargi à la souveraineté industrielle et numérique.

Dès lors, à la suite des propos introductifs de Thomas COURBE, directeur général des entreprises et de Nicolas DUFOURCQ, directeur général de la Banque publique d'investissement, il était nécessaire que ce numéro se livre à une analyse de l'histoire de l'industrie en France et des causes de la désindustrialisation récente de notre pays, analyse préalable à toute politique réaliste de réindustrialisation.

La renaissance industrielle, la reconquête de la souveraineté industrielle constituent le deuxième chapitre de ce numéro où la présentation d'une nouvelle politique macroéconomique s'accompagne de la présentation par les spécialistes de mesures plus sectorielles.

Revue de l'administration territoriale, la revue du corps préfectoral a souhaité enfin réserver toute sa place aux initiatives des territoires les plus proches des entreprises. Outre la présentation par son responsable du programme national « Territoires d'industrie » la parole a été donnée aux acteurs du terrain." (Extrait de l'éditorial de Jean Godfroid)

## Emploi/Formation



### **Emploi : Les saisonniers de l'accueil touristique formés en ligne / JARJAILLE Isabelle**

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 43

[https://archives.lagazettedescommunes.com/40146710/les-ew-saisonniers-ew-de-l-accueil-touristique-Guingamp-Paimpol-agglomération-\(Côtes-d'Armor\)-57-communes-74-000-hab](https://archives.lagazettedescommunes.com/40146710/les-ew-saisonniers-ew-de-l-accueil-touristique-Guingamp-Paimpol-agglomération-(Côtes-d'Armor)-57-communes-74-000-hab)

L'office de tourisme propose une formation gratuite pour tous les saisonniers de l'accueil touristique, en lien avec la mission locale.

### **Avec les podcasts, s'informer et se former autrement / VILLE Frédéric**

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 22-23

<https://www.lagazettedescommunes.com/818632>

En audio ou vidéo, les podcasts ont fait leur entrée dans la fonction publique. Ils servent à se préparer aux concours, se former, interpellent les pouvoirs publics... Des collectivités les utilisent à des fins de communication interne.

Un format à (re)découvrir cet été.

### **Féminisation des métiers : les entrepreneuses de la Tech montrent la voie**

Entreprise et carrières, 11/07/2022, n° 1584, p. 9-14

Il y a trop peu de femmes et de jeunes filles dans les métiers scientifiques et technologiques et dans les filières de formation menant à ces métiers : ingénierie, numérique, high tech ou encore mécanique. Etat, ministères de l'Education nationale et de l'industrie, entreprises, écoles d'ingénieurs, femmes de la "french tech", associations de soutien et de financement de l'entrepreneuriat féminin... tout le monde le reconnaît et s'en désolé. De nombreuses initiatives sont pourtant mises en place par de multiples acteurs pour convaincre les jeunes femmes qu'une carrière scientifique et technique leur est possible, et que cette perspective n'a rien d'incongru ou de déplacé. Mais le poids des habitudes et des représentations sociales et mentales reste encore fort.

[Retour sommaire](#)

## Finances publiques/Gestion locale

**Déléguer la gestion d'un service social ou médico-social, c'est possible !** / BASSI Timothée  
Actualité Juridique. Droit Administratif, 01/08/2022, n° 27/2022, p. 1545-1549

En pratique, l'on observe des freins à la délégation de services sociaux et médico-sociaux par les collectivités territoriales et leurs établissements publics. Pourtant, ce mode de gestion n'est pas interdit par le droit positif. Il est donc possible de confier la gestion d'un tel service à un opérateur économique, via une délégation de service public, dès lors que sont respectées les règles d'organisation et de fonctionnement fixées par le code de l'action sociale et des familles.

**Financer ses projets grâce au mécénat** / IDRISSE Mounia

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 54-55

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40146754/financer-ses-projets-grace-au-ew-mecenat-ew>

Face à la baisse des financements publics, le mécénat permet aux collectivités d'être soutenues dans la réalisation de projets d'intérêt général.

Le mécénat peut prendre la forme de soutiens financiers, d'aides « en nature » ou encore de mises à disposition de personnel.

Les entreprises et les particuliers mécènes bénéficient, au titre de leur soutien, de réductions fiscales.

**Contrôle interne : un avenir assuré dans des équipes « bureau des méthodes »** / GINIBRIERE Gaëlle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 11/07/2022, n° 2623, p. 28

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40122399/un-avenir-assure-dans-des-equipes-bureau>

A la faveur de la démarche de fiabilisation des comptes publics locaux, le contrôleur interne prend toute sa dimension dans les collectivités territoriales.



**Retour d'expérience Angevin : réunions de dialogue de gestion : le dialogue avant tout !**  
**Concept, méthode, usages et posture du conseil de gestion** / GILLARD Franck

Revue du gestionnaire public, 07/2022, n° 3, p. 44-52

Il convient ici d'être modeste dans l'apport du conseil de gestion dans l'aide à la décision. Les chercheurs ont depuis longtemps démontré que le processus de décision s'appuie rarement complètement, dans la réalité, sur un système d'information, quel que soit la qualité de celui-ci. Angers met ainsi l'accent sur le dialogue entre les acteurs, certes en s'appuyant sur des éléments factuels quantitatifs et qualitatifs, mais surtout en favorisant les échanges et le partage de points de vue. Pour cela, a été mise en place une démarche originale s'appuyant sur des supports ad hoc, en remettant les acteurs des services opérationnels au centre de la discussion.

## Fonction publique/Statut

**L'appréciation de la valeur professionnelle des agents** / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40146669/l-appreciation-de-la-ew-valeur-ew->

L'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires se fonde sur une évaluation individuelle qui, pour les fonctionnaires territoriaux, prend la forme d'un entretien.

L'entretien est mené par le supérieur hiérarchique direct de l'agent et donne lieu à l'établissement d'un compte rendu complété d'une appréciation générale littéraire.

Les agents territoriaux en CDI et en CDD de plus d'un an, y compris ceux recrutés dans le cadre d'un contrat de projet, bénéficient d'un dispositif similaire à ceux des fonctionnaires territoriaux.

[Retour sommaire](#)



### **Lutte contre les discriminations : une miniserie de vidéos drôles qui déminent les stéréotypes** / GINIBRIERE Gaëlle

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 26

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40146652/une-miniserie-de-vidéos-droles-qui-déminent-Gironde-7-000-agents-1,62-million-d'hab.>

Le département a réalisé et diffusé auprès de ses agents six vidéos courtes et décalées afin de battre en brèche les préjugés et sensibiliser à la lutte contre les discriminations.

### **La prépa au concours pour les sans-emploi fait pschitt** / GINIBRIERE Gaëlle

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 11/07/2022, n° 2623, p. 24-25

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40122391/la-prepa-au-ew-concours-ew-pour-les-sans->

Lancé en 2018, le « PrAB », expérimenté jusqu'à début 2023, est destiné à recruter puis préparer aux concours A et B des jeunes sans emploi et chômeurs de longue durée. Constat : il est sous-utilisé dans la fonction publique territoriale.

[https://inet.cnfpt.fr/sites/default/files/2020-09/Recrutement\\_dans\\_collectivites\\_territoriales.pdf](https://inet.cnfpt.fr/sites/default/files/2020-09/Recrutement_dans_collectivites_territoriales.pdf)

### **Etude Indemnisation du chômage : L'obligation de recherche active d'emploi des agents publics involontairement privés d'emploi** / COLIN Frédéric

Entreprise et carrières, 11/07/2022, n° 1584, p. 198-205

Diverses dispositions tirées du droit du travail et du droit de la sécurité sociale sont appliquées aux agents publics, comme celles relatives à l'indemnisation du chômage. Pour percevoir l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE), ils doivent en effet être reconnus comme "involontairement privés d'emploi", s'inscrire auprès de Pôle emploi ou d'un acteur du service public de l'emploi, faute de quoi ils s'exposent à une radiation de la liste des demandeurs d'emploi et à la suppression de l'ARE. Le juge administratif encadre in concreto la notion d'acte de recherche d'emploi et exerce un contrôle plein sur la légalité des sanctions en cas de manquement.

### **Les éducateurs territoriaux de jeunes enfants** / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 11/07/2022, n° 2623, p. 32-33

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40122410/les-ew-educateurs-ew-territoriaux-de-jeunes>

Les éducateurs territoriaux de jeunes enfants (EJE) ne relèvent plus, depuis 2019, de la catégorie B, mais de la catégorie A de la filière sociale.

Les EJE sont recrutés après inscription sur une liste d'aptitude établie à l'issue d'un concours sur titre comprenant une épreuve d'admissibilité et une épreuve d'admission.

Les candidats au concours d'EJE doivent être titulaires du diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants (ou équivalent).

### **Maraîcher municipal : Il exerce une activité émergente qui pousse, qui pousse** / VERBAERE Isabelle

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 04/07/2022, n° 26/2622, p. 22

<https://www.lagazettedescommunes.com/814821/le-maraicher-fonctionnaire-il-exerce-une-activite>

De plus en plus de communes créent des régies municipales pour approvisionner les cantines scolaires en légumes bios et locaux, produits par des paysans fonctionnaires.

### **L'obligation de réserve des fonctionnaires** / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 04/07/2022, n° 26/2622, p. 24-25

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40105153/l-obligation-de-ew-reserve-ew-des>

Notion L'obligation de réserve est exigée même en dehors du service. Son appréciation varie selon les fonctions et le contexte dans lesquels l'agent s'est exprimé, notamment la publicité des propos.

Sanction Le non-respect de l'obligation de réserve est susceptible de constituer une faute disciplinaire, l'agent faisant alors l'objet d'une sanction.

Cadre privé L'obligation de réserve s'impose aux agents publics y compris dans un cadre privé, sur internet, sur les réseaux sociaux ou par le biais de leur messagerie.

[☞ Retour sommaire](#)

### **Attractivité de la fonction publique territoriale : Quelles pistes d'évolution ?**

Intercommunalités, 07/2022, n° 273, p. 20-25

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco273-WEB.pdf>

Remis en janvier 2022 à la Ministre Amélie de Montchalin, le rapport sur l'attractivité de la fonction publique territoriale formule vingt-sept recommandations. Si une partie implique de modifier le cadre légal, d'autres relèvent davantage de la pratique locale ou de démarches à mettre en place à une échelle plus large à droit constant.

### **Reclassement pour inaptitude : Les évolutions réglementaires dans la FPT**

Informations administratives et juridiques (les), 06/2022, n° 6, p. 14-19

Au 1er mai 2022, le dispositif de reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions évolue :

- les modalités de réalisation de la période de préparation au reclassement sont assouplies,
- la procédure de reclassement peut être initiée en l'absence de demande de l'intéressé.

### **Le plan "santé au travail" dans la fonction publique 2022-2025**

Informations administratives et juridiques (les), 06/2022, n° 6, p. 10-13

Présenté le 14 mars 2022, le premier "plan santé au travail dans la fonction publique" est issu de la concertation entre les employeurs publics et les organisations syndicales des trois versants de la fonction publique.

Ce plan s'inscrit dans le prolongement des protocoles d'accord sur la santé et la sécurité au travail et sur la prévention des risques psychosociaux (RPS) signés respectivement en 2009 et 2013 par les syndicats représentatifs et les employeurs de la fonction publique.

### **La réforme de la médecine préventive**

Informations administratives et juridiques (les), 06/2022, n° 6, p. 2-7

Le décret n°22-551 du 13 avril 2022 vient réformer l'organisation et les modalités de fonctionnement des services de médecine préventive dans la fonction publique territoriale et précise les compétences du médecin de prévention (qui prend la dénomination de médecin du travail) et des personnels infirmiers.

## **Information/Communication/TIC**

### **Le droit à la déconnexion est-il vraiment appliqué ? - Le téléphone sonne**

France Inter, 05/08/2022, 42 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-telephone-sonne/le-telephone-sonne-du-vendredi>

Lors de vos de vacances ou temps de repos, arrivez-vous à couper totalement de votre sphère professionnelle sans avoir peur de rater un sms, un mail, ou un appel important ? Figurez-vous c'est un droit, un droit à la déconnexion depuis une loi de 2016. Mais est-il vraiment appliqué ?

### **Web radios et podcasts d'entreprise rencontrent un franc succès / TISSOT Nathalie**

Entreprise et carrières, 18/07/2022, n° 1585, p. 4-5

Les employeurs sont de plus en plus nombreux à privilégier ce mode de partage de l'information. Mais encore faut-il s'assurer d'une audience...

### **L'intelligence artificielle : risque ou chance pour les collectivités ? / GILLE Philippe**

Techni.cités, 06/2022, n° 354, p. 24-25

<https://www.lagazettedescommunes.com/809735/lintelligence-artificielle-risque-ou-chance-pour-les->

Qu'est-ce que l'intelligence artificielle ? Quel usage les collectivités pourraient-elles en faire ? La Banque des territoires, une direction de la Caisse des dépôts, a publié un rapport concernant l'IA et les collectivités locales.

[https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2019-12/guide\\_intelligence\\_artificielle](https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2019-12/guide_intelligence_artificielle)

<https://www.vie-publique.fr/rapport/37225-donner-un-sens-lintelligence-artificielle-pour-une->

[Retour sommaire](#)

## Management/Ressources humaines



### **Des actions modèles de prévention des accidents** / KRASSOVSKY Julie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 11/07/2022, n° 2623, p. 29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40122403/des-actions-modeles-de-ew-prevention-ew>

Saint-Louis (collectivité européenne d'Alsace)

400 agents - 22 400 hab.

Grâce à une prévention poussée, la ville limite les accidents de service et de travail, et négocie au mieux son assurance statutaire.



### **Qualité de vie au travail : le savoir-faire des uns bénéficie au bien-être de tous** / BRUNET

Valérie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 11/07/2022, n° 2623, p. 26

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40122395/le-savoir-faire-des-uns-beneficie-au-bien-etre->

CC Mellois en Poitou (Deux-Sèvres) 62 communes 465 agents o 48 200 hab.

Dans le but d'améliorer le bien-être au travail, la direction des ressources humaines déploie des dispositifs internes de prévention.

### **Santé au travail : PWC offre trois jours d'arrêt rémunérés pour fausse couche**

Entreprise et carrières, 11/07/2022, n° 1584, p. 15

Le cabinet de conseil a décidé de financer trois jours d'absence aux collaboratrices victimes de fausse couche, mais également au second membre du couple. Un dispositif inspiré du Parental Challenge, qui permet d'améliorer la qualité de vie au travail.

### **« Derrière la question du télétravail, le véritable enjeu n'est pas la distance, mais le temps »**

Lemonde.fr, 07/07/2022

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/07/07/derriere-la-question-du-teletravail-le-veritable-enjeu-n->

Le télétravail n'est que la pointe de l'iceberg de nouvelles organisations professionnelles qui bousculent le temps cloisonné de l'entreprise, estime Isabelle Barth, professeure en management, dans une tribune au « Monde ».



### **Mond'Arverne Communauté fait du sur-mesure pour recruter**

Intercommunalités, 07/2022, n° 273, p. 24-25

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco273-WEB.pdf>

Pour faire face à des métiers en tension, la communauté de communes puydômoise actionne tous les leviers : réseaux sociaux, annonces, job-dating, vidéo, réseaux professionnels, financement du bafa... elle mise aussi sur le développement de sa marque employeur.

### **Les émotions ont-elles leur place dans le travail ?** / CHATELAIN BERRY Gaël, 13/06/2022, 7:30

<https://www.youtube.com/watch?v=cQGSJvRNFUD>

Depuis la pandémie, les émotions sont, enfin, devenu un vrai sujet en entreprise. Mais, comme tout nouveau sujet, il y a un temps d'adaptation et d'apprentissage pour le maîtriser.

### **Réinventer les réunions à l'heure du numérique** / Mines Paris Tech, 06/2022, 12 p.

<https://calvados.scoop.it/topic/managerautrement/p/4133836995/2022/07/08/guide-reinventer-les->

Les outils numériques et leurs usages ont été poussés dans les entreprises par la crise sanitaire afin de maintenir l'activité professionnelle à distance. Dans cette phase de découverte, ils ont souvent été utilisés de manière peu inventive pour calquer des processus présentiels en mode distanciel. L'exemple le plus évident a été l'usage de la visioconférence comme simple substitut aux réunions présentielles. Toutefois, ce temps de tâtonnement a été porteur d'apprentissages, qui permettent aujourd'hui d'envisager des usages plus innovants pour améliorer les processus, en contexte hybride. Dans le cadre d'une recherche sur les outils numériques et les pratiques collaboratives, la chaire FIT2 vous propose une série de Repères sur de nouvelles manières inspirantes de travailler qui ont été adoptées par certaines organisations depuis la pandémie. Ce mois-ci, l'organisation et la gestion des réunions.

[🔍 Retour sommaire](#)

### **Comment agir face aux addictions ?**

Magazine de l'ANDRH (Le), 06/2022, n° 618, p. 38-41

Tabac, alcool, drogues, médicaments ou encore comportements à risque, les addictions peuvent prendre, de nos jours, des formes diverses et variées. Et pour cause, elles concernent aujourd'hui nombre de Français, et donc potentiellement certains de vos collaborateurs. Qu'est-ce qu'une addiction ? Comment peut-on la repérer ? Comment est-il possible d'agir face à un collaborateur en difficulté lorsque l'on est RH ? Eléments de réponse.

[https://www.drogues.gouv.fr/les-entreprises-et-les-services-publics-sengagent-resolument-](https://www.drogues.gouv.fr/les-entreprises-et-les-services-publics-sengagent-resolument)

<https://www.addictaide.fr/pro/>

<https://www.addictaide.fr/pro/guide/les-8-etapes-cles-pour-reussir-votre-politique-de-prevention/>

### **Vers de nouvelles pratiques de GPEEC dans les collectivités territoriales ? / SPITZ Didier**

CNFPT, 05/2022, 24 p.

[https://intranet.cnfpt.fr/accueil/sites/default/files/fichiers/2022/07/etude-gpeec\\_0.pdf](https://intranet.cnfpt.fr/accueil/sites/default/files/fichiers/2022/07/etude-gpeec_0.pdf)

A l'heure où les collectivités territoriales font face à une situation complexe en matière de gestion des ressources humaines, qu'en est-il des pratiques actuelles des collectivités territoriales en matière de Gestion Prévisionnelle de l'Emploi, des Effectifs et des Compétences (GPEEC) ?

Pour répondre à cette question et ces préoccupations, le CNFPT a réalisé une seconde observation après celle conduite sur le même thème en 2014 et publie une étude « Vers de nouvelles pratiques de GPEEC dans les collectivités territoriales ? ».

Cette étude repose sur des entretiens réalisés auprès de DRH, responsables des ressources humaines, chargées et chargés de GPEEC et conseillères et conseillers mobilités parcours professionnels, dans vingt collectivités et centres de gestion. Leurs regards et analyses sur l'évolution des pratiques depuis la dernière observation offrent une vision d'ensemble et concrète des démarches de GPEEC aujourd'hui mises en œuvre.

### **Et si la performance passait par l'agilité stratégique ? - Livre blanc / COUTURIER Jérôme, 04/2022, 17 p.**

[https://e-communaut.es.cnfpt.fr/sites/default/files/documents\\_refs/whitepapers\\_escp-livreblanc-](https://e-communaut.es.cnfpt.fr/sites/default/files/documents_refs/whitepapers_escp-livreblanc-)

Désormais, tous les managers partagent désormais une seule certitude : celle de devoir faire face à l'incertitude ...

Dès lors, comment élaborer et mettre en œuvre une stratégie pertinente ?

Il est presque contre-intuitif d'associer la notion d'agilité à la stratégie. En effet, peut-on encore parler de vision si celle-ci doit changer à chaque nouvel événement ? Peut-on piloter à vue en continu ? Une organisation peut-elle devenir agile stratégiquement ou stratégiquement agile du jour au lendemain ?

Entretien dans ce livre blanc avec Jérôme Couturier, professeur de stratégie à ESCP Business school, pour tenter de répondre à l'ensemble de ces questions

### **Employés à haut potentiel : comment éviter l'épuisement ? / GRAVELLE France, LACHANCE DEMERS Louis-Philippe, 2022, p. 98-101**

<https://www.cairn.info/revue-gestion-2022-2-page-98.htm>

Dans l'imaginaire collectif, les représentations de la personne douée mais dysfonctionnelle ne manquent pas. Or, le haut potentiel intellectuel (HPI) est un phénomène complexe que les gestionnaires doivent mieux comprendre, afin de favoriser une meilleure intégration de ces individus dans leur équipe.

France Gravelle, Louis-Philippe Lachance Demers

### **Handicap invisible, 2022, 67 p.**

<https://www.fiphfp.fr/sites/default/files/2022-06/22-06-01-Handicap-Invisible-guide-de->

Ce guide s'adresse aux personnes accompagnant ou encadrant des personnes en situation de handicap invisible du fait de maladies chroniques ou de troubles de type psychique, cognitif ou du développement qui ne sont pas toujours bénéficiaires de l'obligation d'emploi de personnes handicapées (BOEH)

[Retour sommaire](#)

## Outre-Mer

### **Adoption de la loi sur le statut des fonctionnaires des communes de Polynésie**

Actualité Juridique. Droit Administratif, 08/08/2022, n° 28, p. 1594

Après un accord en commission mixte paritaire (CMP), l'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté définitivement le 3 Août, le projet de loi relatif au statut des fonctionnaires des communes de Polynésie française.



### **Une plateforme numérique pour lutter contre le gaspillage alimentaire**

Francetvinfo.fr, 24/07/2022

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/une-plateforme-numerique-pour-lutter-contre-le-gaspillage->

Le glanage est un concept qui tente de se faire sa place en Martinique. Une plateforme numérique collaborative rassemble les commerçants et agriculteurs désireux de liquider leurs invendus et surproduction afin de lutter contre le gaspillage alimentaire. Le concept créé par Clessy Blanquet est dans une phase de lancement en Martinique.

### **A la Réunion, les non-titulaires sont toujours majoritaires**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/07/2022, n° 2622, p. 20-21

<https://www.lagazettedescommunes.com/814817>

Cinq ans après le rapport du Conseil supérieur de la FPT sur l'emploi territorial réunionnais, les titulaires restent minoritaires au sein du bloc local, malgré des avancées.

### **La grande pauvreté bien plus fréquente et beaucoup plus intense dans les DOM**

Insee Focus, 07/2022, n° 270

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6459395#onglet-2>

La grande pauvreté est 5 à 15 fois plus fréquente dans les départements d'outre-mer (DOM) qu'en France métropolitaine. Elle y est aussi beaucoup plus intense. Dans les 4 DOM historiques (Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion), les familles monoparentales, les personnes sans emploi ainsi que les retraités sont particulièrement touchés. Outre sa dimension monétaire, la caractéristique majeure de la grande pauvreté par rapport à des situations moins aiguës de pauvreté est la fréquence de privations, y compris pour des besoins fondamentaux comme la nourriture ou l'habillement pour 4 à 8 personnes sur 10 en situation de grande pauvreté. À l'exception de la Guyane, le renoncement à la voiture est moins fréquent qu'en France métropolitaine.

### **Quel développement pour Mayotte ? Mieux répondre aux défis de la démographie, de la départementalisation et des attentes des Mahorais / Cour des Comptes, Chambres Régionales et Territoriales des Comptes**

Cour des comptes, 06/2022, 88 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/285538-quel-developpement-pour-mayotte-rapport-de-la-cour-des->

Dix ans après la création du département, et alors que le Gouvernement a enchaîné les plans en sa faveur, la situation de Mayotte demeure atypique au sein de la République. En soixante ans, l'archipel a vu sa population multipliée par 12 et compte aujourd'hui la plus forte densité de population de la France d'outre-mer, en raison à la fois d'une croissance endogène très dynamique et d'une immigration clandestine élevée. En parallèle, la période qui a suivi la départementalisation a vu, malgré un réel rattrapage du niveau de vie de ses habitants, une forte dégradation des conditions de sécurité et de la qualité de vie (transports, eau, environnement, logement). La délinquance a atteint un niveau tel, que la sécurité est devenue la première préoccupation des habitants. En matière d'éducation, le retard est également difficile à résorber, alors que la moitié de la population ne parle pas français. Dans le rapport publié ce jour, les juridictions financières (Cour des comptes et chambre régionale des comptes de Mayotte) soulignent que les services de l'État et du département ne parviennent pas à apporter les solutions attendues par les mahorais sur les plans sociaux, économiques et sociétaux. Pour contribuer à mener une réflexion stratégique sur le développement durable de Mayotte, la Cour formule des recommandations visant notamment à consolider l'action des pouvoirs publics et à renforcer la lutte contre l'immigration clandestine.

[Retour sommaire](#)

**Le projet alimentaire territorial en Outre-mer / CEDAN Claire**  
Pour, 03/2022, n° 243, p. 41-58

Cet article revient dans un premier temps sur les conditions d'émergence et d'institutionnalisation des PAT en France, puis analyse la dynamique des PAT dans les outre-mer. La troisième partie porte un regard croisé sur les différents PAT ultra marins et montre qu'ils peuvent jouer un rôle important dans la transition agricole et alimentaire de ces territoires, par l'activation de leviers spécifiques.

**Les figures du mal-logement dans les outre-mer (III) - Les Antilles [Dossier]**

FORS - recherche sociale, 04/2020, n° 234, p. 2-79

<https://www.cairn.info/revue-recherche-sociale-2020-2.htm>

Au sommaire :

- Editorial
- Le mal-logement aux Antilles : des enjeux multiples, une stratégie d'intervention renforcée
- Introduction
- Les dimensions du mal-logement en Guadeloupe
- Les dimensions du mal-logement en Martinique
- Conclusion
- Bibliographie

## Services techniques et transitions écologiques

**La transition écologique, ça s'apprend ! / GINIBRIERE Gaëlle**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 11/07/2022, n° 2623, p. 34-37

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40122416/la-transition-ew-ecologique-ew-ca-s-apprend>

Pour comprendre les enjeux climatiques et liés à la biodiversité et, ainsi, encourager le passage à l'action, la formation des élus, des dirigeants territoriaux et de tous les agents est indispensable. Des sessions conjointes entre eux sont également souhaitables.

Les sessions trop académiques ou descendantes ne conviennent pas aux besoins de terrain des élus, notamment en matière de transition. Des modalités inédites de recherche-action ou de formations très opérationnelles ont été expérimentées.

Afin de lever les freins éventuels chez les habitants, les formations destinées aux élus doivent aussi inclure des approches et des postures différentes de façon à dissiper les craintes et à coconstruire les démarches en faveur de la transition

**La RSE se concrétise**

Entreprise et carrières, 11/07/2022, n° 1584, p. 10-14

Poussées tant par les parties prenantes que par la législation, les entreprises font désormais dans le concret et le mesurable en matière d'impact social et environnemental. Et c'est à une transformation interne des organisations que l'on assiste.

**Cour, gymnase, cuisine... quand l'école partage ses espaces / HUTEAU Hélène**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/07/2022, n° 26/2622, p. 32-34

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40105182/cour-ew-gymnase-ew-cuisine-quand-l-ecole->

Les restrictions budgétaires, la démographie urbaine et la volonté d'économiser le foncier incitent à un partage plus intelligent des ressources et des infrastructures.

Beaucoup d'équipements - écoles, collèges, gymnases et même cuisines - présentent des plages horaires non utilisées, permettant leur ouverture à d'autres usagers.

Penser les différentes utilisations dès la conception simplifie la mutualisation. Les extensions et les rénovations permettent aussi d'intégrer ces nouvelles contraintes.

[Retour sommaire](#)

## **Rapport annuel 2022 du Haut conseil pour le climat - Dépasser les constats, mettre en œuvre les solutions**

Haut conseil pour le climat, 06/2022, 216 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/285525-rapport-annuel-2022-du-haut-conseil-pour-le>

Le rapport 2022 du Haut conseil pour le climat dresse une analyse des impacts du changement climatique en France, des budgets carbone, du suivi de la SNBC2 et des politiques associées, et présente ses recommandations pour un renforcement coordonné au niveau du Premier ministre de l'action climatique territoriale, nationale et internationale.

Les recommandations générales s'articulent autour de quatre axes :

- Décliner de manière opérationnelle la planification écologique au niveau du Premier ministre,
- Renforcer les objectifs et les mesures du plan national en rapport avec le niveau d'ambition des objectifs européens pour 2030,
- Accompagner la transformation vers une économie bas carbone et résiliente aux chocs externes en tenant compte des enjeux de transition juste,
- Remobiliser la diplomatie climatique française à la lumière des nouveaux enjeux géopolitiques.

## **CRTE : un an après, quelles attentes ? / Collectif**

Intercommunalités, 06/2022, n° 272, p.10-17

<https://www.adcf.org/intercommunalites-mensuel>

Planification écologique, santé, engagements financiers pluriannuels, interministérialité, concertation avec les acteurs publics et privés... un an après leur mise en place, les CRTE sont certes signés mais soulèvent encore de nombreux défis. Ce dossier dresse un premier bilan des apports du CRTE à ce jour, mais aussi de ce que les intercommunalités attendent pour la nouvelle législature, en particulier sur le volet financier.

## **Loi AGEC : deux ans après, quelle mise en œuvre ? / Collectif**

Intercommunalités, 06/2022, n° 272, p.20-26

<https://www.adcf.org/intercommunalites-mensuel>

- Réduction et tri des déchets : aller jusqu'au bout de la démarche avec la population
- Déchets sauvages : identifier le pouvoir de police transférable aux présidents d'intercommunalité
- Organisation du service public de gestion des déchets : quels impacts de la loi agec ?
- La collecte séparée des biodéchets, un levier pour améliorer les performances du tri. Retour d'expérience, sirtom de Brive, créé en 1973, couvre un périmètre

## **Gestion des boues d'épuration : un casse-tête français / NEDEY Fabienne**

Techni.cités, 06/2022, n° 354, p. 17-22

<https://www.lagazettedescommunes.com/811563/gestion-des-boues-depuration%e2%80%89-un->

Application d'un principe de précaution « excessif » dans le cadre de la crise du Covid-19 et succession d'initiatives tendant à instaurer de nouvelles dispositions réglementaires aux effets désastreux : le dossier des boues d'épuration des eaux usées donne la gueule de bois aux collectivités. Si chacun y va de son couplet sur la nécessité de pérenniser la filière de retour au sol des boues, l'inquiétude, liée notamment, à la présence de certains contaminants dans les boues, projette sur le retour au sol une ombre très menaçante.

<https://www.lagazettedescommunes.com/815438/franco-novelli-fncrr-%e2%80%aflaisser-les>

## **Réseaux : traquer jusqu'aux plus petites fuites pour améliorer son rendement / VERBAERE Isabelle**

Techni.cités, 06/2022, n° 354, p. 37

<https://www.lagazettedescommunes.com/811267/traquer-jusquaux-plus-petites-fuites-pour-ameliorer>

Le syndicat des eaux de Beaufort, en Ile-et-Vilaine, qui distribue l'eau potable pour 62 000 habitants, s'est fixé comme objectif de diviser ses pertes en eau par quatre, en dix ans, en prévenant les fuites. Défi relevé avec succès.

[Retour sommaire](#)



### **Lancieux teste des solutions pour s'adapter à la montée de la mer / LUNEAU Sylvie**

Techni.cités, 06/2022, n° 354, p. 39

<https://www.lagazettedescommunes.com/809871/lancieux-teste-des-solutions-pour-sadapter-a-la->

Dans les Côtes-d'Armor, la baie de Lancieux a été progressivement poldérisée et certains tronçons des digues doivent être régulièrement réparés. Faut-il les maintenir ou rétablir l'ancien marais maritime ? La question se pose avec acuité.

### **Guide sectoriel de l'Adaptation aux changements climatiques**

Comité 21, 06/2022, 73 p.

<http://www.comite21.org/docs/publications-du-comite-21/2022/guide-sectoriel-de-l-acc.pdf>

Les étapes pour se préparer au climat de demain sont maintenant connues : connaître les enjeux territoriaux, se questionner sur la vulnérabilité de son activité face aux conséquences du changement climatique, passer en revue les fondamentaux de sa chaîne de valeur dans laquelle s'insère l'entreprise afin d'ajuster, d'adapter ou de transformer son activité. Pour une meilleure appropriation du sujet, les acteurs économiques pourront s'appuyer sur les outils, guides, retours d'expériences, regroupés dans le centre de ressources de l'adaptation au changement climatique. Le nouvel ouvrage du Comité 21 propose aux acteurs des 9 secteurs socioéconomiques clés des fiches informatives précises et tournées vers l'action, intégrant un décryptage du 6ème rapport du GIEC et des témoignages d'entreprises engagées dans l'adaptation au changement climatique. Il démontre l'importance d'accélérer l'adoption d'une vision décloisonnée, facteur de réussite pour s'adapter au changement climatique. Pédagogique, le guide s'inscrit dans une dynamique précieuse engagée par le Comité 21 autour de l'adaptation au changement climatique, soutenue par l'ADEME, confirmant son statut d'expert ainsi que son rôle d'accompagnant vers le passage à l'action sur ce sujet.

### **La gestion du recul du trait de côte après la loi Climat et résilience : Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [Dossier]**

Revue française de droit administratif, 05/2022, n° 3, p. 441-476

Coordonné par Jean-François Struillou, ce dossier présente les aspects essentiels des nouvelles règles de gestion du recul du trait de côte issues de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets. Il est organisé en cinq articles : une présentation générale du sujet par Jean-François Struillou; les stratégies de gestion intégrée du trait de côte, par Marie Crespy-De Coninck ; Planification urbaine et recomposition spatiale des territoires exposés au recul du trait de côte, par Nicolas Hutten ; Les règles d'utilisation des sols spécifiques aux zones exposées au recul du trait de côte, par Jean-François Struillou et Le droit de préemption pour l'adaptation au recul du trait de côte, par Gweltaz Eveillard.

### **Les départements au coeur de la construction d'un système alimentaire de proximité : leur saisie des Projets alimentaires territoriaux (PAT) / PLOUCHARD Emma**

Pour, 03/2022, n° 243, p. 7-18

<https://www.cairn.info/revue-pour-2022-2.htm>

- L'appropriation de l'outil PAT par les conseils départementaux : des approches plurielles -
- Genèse des PAT départementaux : penser la transversalité
- Decloisonner l'alimentation : mettre en œuvre la transversalité
- Une multiplicité d'axes d'intervention privilégiés
- Un repositionnement stratégique des départements par les PAT, signe d'une réaffirmation de cet échelon administratif - L'échelle départementale pour coordonner les PAT infra-départementaux
- Une ingénierie territoriale au service des territoires
- Une compétence « solidarité territoriale » assurant l'équilibre entre les territoires
- Conclusion

[Retour sommaire](#)

## Social/Santé



### **Des entreprises unissent leurs forces pour concrétiser des projets locaux de solidarité /** KAMMERER Mariette

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 44-45

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40146715/des-entreprises-unissent-leurs-forces-pour->

L'Entreprise des possibles réunit 100 entreprises de la métropole lyonnaise engagées pour réduire le nombre de sans-abri sur le territoire.

Le collectif soutient des projets associatifs originaux et répondant à des besoins non couverts, en direction notamment des femmes et des jeunes en grande précarité.

Les entreprises adhérentes apportent un soutien financier - 1,1 million d'euros en 2022 -, du matériel, des compétences, ainsi que du temps de bénévolat.

### **Respecter l'intérêt de l'enfant, pourquoi c'est si compliqué**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/07/2022, n° 29/2625, p. 36-38

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40146697/respecter-l-interet-de-l-enfant-pourquoi-c-est->

Ruptures de parcours, santé et scolarité négligées... les besoins fondamentaux et les droits des enfants confiés à l'aide sociale ne sont pas assez pris en considération. Les professionnels de la protection de l'enfance voient « la prise en charge » à la lumière des « meilleurs intérêts de l'enfant ».

De l'évaluation de ses besoins à la formation des professionnels, l'objectif est de permettre le développement individuel de l'enfant dans les meilleures conditions.

### **Alcool - Une addiction qui dérange**

Actualités sociales hebdomadaires, 08/07/2022, n° 3267, p. 6-13

L'alcool-dépendance se retrouve en toile de fond d'un grand nombre de situations traitées par les travailleurs sociaux. Mais, faute de formation, de données et de dispositifs suffisants, les tabous perdurent encore aujourd'hui, malgré l'émergence grandissante d'initiatives d'aller-vers.

- Le tabou de l'alcool au féminin
- La réduction des risques au cœur du métier
- « En Ehpad, les équipes sont parfois démunies »

### **IVG, un combat mondial**

Le 1, 06/07/2022, n° 404

Vivre chez soi, heureux et protégé, loin des scandales de maltraitance révélés ces derniers mois dans de nombreux Ehpad. Décider de tout, être libre de ses mouvements, ne pas subir une vie collective. Cette image d'Épinal se ternit dès que la dépendance s'installe, que ce soit en raison de l'âge, d'une maladie neurodégénérative ou encore d'un handicap. 73 % des alertes de maltraitance reçues par la Fédération 3977 ne concernent pas les établissements médico-sociaux, mais bien le lieu de l'intime : le domicile (p. 24-25). Et là, c'est la loi du silence qui règne en maître. Dans le huis clos familial, les situations demeurent méconnues ou tout simplement tues avec des signaux difficiles à détecter pour des professionnels pas forcément formés et armés, même s'ils ont été au préalable sensibilisés face aux risques (p. 4-5). Au-delà des faits de violences physiques, heureusement minoritaires, il y a cette maltraitance dont on ne dit rien et qui est pourtant bien réelle : relation de subordination, d'assujettissement, d'asservissement de la personne aidée (p. 6-7). La dépendance et la proximité peuvent aussi conduire à un climat d'emprise. Et quand l'aidant devient maltraitant, c'est toute la structure familiale qui vacille (p. 21). Dans ce contexte, les obstacles sont nombreux pour que la parole de la victime se libère.

<https://le1hebdo.fr/journal/numeros/404/ivg-un-combat-mondial.html>

### **Le droit des étrangers [Bibliographie] / Réseau des Documentalistes**

CNFPT, 05/07/2022

<https://padlet.com/berangereguillet/eq6lsirohd4edgl2>

Padlet pour le second webinar d'une série de 5 sur le fait migratoire, organisé le 5 juillet 2022 par le service Inclusion sociale de l'INSET d'Angers.

[☞ Retour sommaire](#)

### **Non-recours - Un défi pour les services publics**

Actualités sociales hebdomadaires, 01/07/2022, n° 3266, p. 6-11

Si l'on tend à mieux connaître les ressorts du non-recours qui peut atteindre jusqu'à 50 % selon les aides, la lutte contre le phénomène est encore loin d'être suffisante, tandis que celui-ci est renforcé par la dématérialisation et un accès dégradé aux guichets, y compris ceux des assistants de service social.

- « On a ajouté des mécanismes de tri », Clara Deville, chercheuse en sociologie à l'INRAE

- Avoir un être humain face à soi : expérimentation des territoires zéro-recours

<https://www2.dijon.inrae.fr/cesaer/membres/clara-deville/>

### **Plan Pauvreté : une efficacité difficile à mesurer, des avancées inégales**

Localtis.info, 07/2022

<https://www.banquedesterritoires.fr/plan-pauvrete-une-efficacite-difficile-mesurer-des-avancees>

Le comité chargé d'évaluer la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté 2018-2022 a présenté son troisième rapport annuel. Les effets de cette stratégie sur l'évolution de la pauvreté s'avèrent difficiles à mesurer. Pour le comité en revanche, les aides exceptionnelles liées à la crise sanitaire ont permis une stabilisation de la pauvreté monétaire. Sur les 35 mesures du plan, quatre ont été totalement mises en œuvre.

<https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2022-rapport-pauvrete->

### **Pour un système de santé français intégré / EL SAÏR Philippe, LEBEE THOMAS Emilie, MALONE Antoine**

Futuribles, 07/2022, n° 449, p. 5-20

<https://www.cairn.info/revue-futuribles-2022-4-page-5.htm>

Plus de deux ans de pandémie de Covid ont grandement éprouvé les systèmes de santé de la plupart des pays du monde. En France, si le personnel a fait face, c'est au prix d'un épuisement physique et moral des soignants, qui appellent régulièrement à une refonte du système. À l'échelle locale, la pénurie de praticiens et le développement des déserts médicaux sont régulièrement évoqués parmi les principales préoccupations des citoyens. À n'en pas douter la réforme du système de santé français devrait figurer en bonne place dans les enjeux du quinquennat qui vient de commencer. Pour alimenter les réflexions sur ce sujet, cet article de Philippe El Saïr, Émilie Lebéé-Thomas et Antoine Malone propose une piste nouvelle consistant à mettre en place un système intégré optimisant l'offre de soins et les dépenses afférentes à des échelles territoriales spécifiques.

### **La mine d'or de l'e-santé : Diagnostics à distance, montres connectées, et toujours moins de lits**

Monde diplomatique (le), 07/2022, n° 820, p. 20-21

Face à la fermeture des urgences à l'hôpital ou à la réduction de l'activité dans d'autres services, faute de personnels, le gouvernement de M. Emmanuel Macron a trouvé la solution : les cabines médicales connectées ! Téléconsultations, suivis de données à distance au bénéfice sanitaire incertain...

Enquête sur le nouvel eldorado de l'e-santé, dans lequel le monde de la finance s'est engouffré.

### **Numérique - Les plus pauvres payent la "fracture"**

Journal des acteurs sociaux, 06/2022, n° 268, p. 27-31

La révolution numérique bouleversé la manière dont nous interagissons les uns avec les autres, y compris avec les agents des services publics. Bien souvent synonymes de progrès et de gain de temps, ces technologies de l'information et de la communication en ligne ont cependant généré de nouvelles formes d'exclusion. Car plusieurs millions de Français manquent d'outils connectés ou de maîtrise de ceux-ci, au risque, parfois, de perdre certains de leurs droits.

[Retour sommaire](#)

**Le département et la gestion des crises sanitaires [Dossier]** / ACAR Bruno, LONG Martine, DONIER Virginie, FAURE Bertrand, LEVOYER Loïc, CHICOT Pierre-Yves, BORGETTO Michel  
Revue de droit sanitaire et social, 05/2022, n° 3, p. 403-470

- L'État départemental au cœur de la gestion de la crise sanitaire,
- La loi 3DS : la fin du département-providence ?
- La construction des compétences départementales, ou la porosité de la distinction entre action sanitaire et action sociale
- Le pouvoir réglementaire des départements dans l'exercice de leurs missions sanitaires et sociales
- Les outils de la coopération territoriale
- Le département a-t-il les moyens financiers d'être un acteur de la gestion d'une crise sanitaire ?
- L'action publique départementale dans la gestion de la crise sanitaire liée à la COVID-19 : l'exemple du département-région de la Guadeloupe

[☞ Retour sommaire](#)



## Pour aller plus loin...

### Sites internet



En réponse à la crise du Covid-19, le labo du CNFPT a lancé la "Riposte créative territoriale" dès mars 2020, à l'initiative de membres de la communauté de l'innovation publique territoriale ([retrouvez l'appel initial](#)).

L'objectif ? Co-construire, avec les collectivités territoriales, les réponses formatives innovantes pour faire face à ces défis complètement inédits, en mobilisant l'intelligence collective.

Comment développer des modes d'apprentissage dans l'urgence, pour des solutions créatrices de valeur sociale pour le service public territorial et la démocratie locale ?

<https://ripostecreativeterritoriale.xyz>

#### **LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire**

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

#### **Territoires audacieux, 2019**

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

#### **Le numérique en Loire-Atlantique**

Le Département de Loire-Atlantique a mis en place une politique ambitieuse de développement numérique sur son territoire. Objectif : promouvoir un numérique citoyen, accessible et solidaire.

<https://numerique.loire-atlantique.fr>

**«Thinkerview est un groupe indépendant issu d'Internet, très différent de la plupart des think tanks qui sont inféodés à des partis politiques ou des intérêts privés.»**

<https://thinkerview.com>

#### **Territoires conseil**

**Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)**

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

#### **La 27<sup>ème</sup> Région**

<http://www.la27eregion.fr/>

**LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine**, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

#### **M3 La prospective de la Métropole de Lyon**

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale. Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



### **Un bébé n'attend pas - Repérer, soigner et prévenir la détresse chez le tout petit enfant / GUEDENEY Antoine**

**Odile Jacob, 2021, 231 p.**

Un bébé a un développement psychologique extraordinaire. En moins de trois ans, grâce à ses interactions avec son environnement, notamment avec ses parents, il devient, quand tout va bien, un être de langage, de sociabilité, plein de curiosité et d'inventivité. Le revers de la médaille est sa très grande sensibilité, encore trop souvent sous-estimée, aux ratés de la relation...

Comment repérer chez un tout petit enfant, parfois âgé de quelques mois à peine, les premiers signes que quelque chose ne va pas ? En quoi le retrait relationnel doit-il être considéré comme l'expression d'une souffrance qui ne peut pas se dire avec les mots ? Comment l'identifier, comment la mesurer ?

Convaincu depuis longtemps qu'un bébé ne peut attendre que ses parents ou son entourage aillent bien, ou mieux, pour qu'on s'occupe de lui, Antoine Guedeney revient dans ce livre sur l'aventure de sa vie, celle qui l'a conduit à la prise en charge de la détresse chez les très jeunes enfants, notamment grâce à la mise au point d'un outil original et innovant, l'Alarme Détresse Bébé aujourd'hui utilisée dans le monde entier.

47-100893 SO 311 B

### **L'interdit de l'inceste à travers les sociétés / GODELIER Maurice**

**CNRS éditions, 2021**

En quoi consiste l'inceste ? Est-il l'objet d'une prohibition universelle ? Cette interdiction concerne-t-elle les seules parentés « biologiques » ou s'étend-elle aux diverses parentés « sociales », comme celles qui se tissent aujourd'hui dans les familles dites recomposées mais qui existent aussi dans beaucoup d'autres sociétés ?

Cette prohibition joue un rôle fondamental dans le fonctionnement des multiples systèmes de parenté étudiés de par le monde. Mais d'où vient-elle ? Peut-on penser, avec Claude Lévi-Strauss, que l'interdit de l'inceste marque à lui seul le passage de la nature à la culture ? Et comment comprendre, alors, la tension persistante entre l'interdit proclamé, institutionnalisé, et la pratique incestueuse qui, partout, demeure ?

Voyage dans l'espace et dans le temps, cette réflexion met en évidence un fait essentiel, le caractère spontanément asocial et indifférencié de la sexualité humaine et la nécessité d'une régulation sociale de cette spontanéité. Il met ainsi en lumière les principaux enseignements de l'anthropologie sur la question de l'inceste, fait social majeur et aujourd'hui d'une actualité brûlante.

47-100890 SO 3132 I

### **L'inceste - 38 questions-réponses incontournables / LOPEZ Gérard, AUBRY Isabelle**

**Dunod, 2022, 392 p.**

Avec plus de 6,7 millions de victimes estimées en France en 2020, l'inceste est un véritable fléau de santé publique. Il fait pourtant l'objet d'un puissant déni dans la société. L'impact sur la santé psychologique et physique des victimes ainsi que ses conséquences sociales sont considérables et nécessitent une réelle reconnaissance ainsi qu'une prise en charge psycho-socio-judiciaire adaptée.

Sous forme de questions-réponses, cet ouvrage présente les principales problématiques liées à l'inceste, son dépistage, ses conséquences et sa prise en charge. Des outils et des solutions sont proposés aux décideurs, professionnels et citoyens afin d'agir et de contribuer à la protection de nos enfants.

47-100889 SO 3132 I

[Retour sommaire](#)

### **Boris Cyrulnik et la petite enfance / CYRULNIK Boris**

**Philippe Duval, 2021, 884 p.**

La petite enfance (0-6 ans) mérite notre intérêt et notre engagement. Comment mieux le démontrer qu'en partageant ce que des spécialistes et des professionnels ont acquis comme savoir ?

Dans cette encyclopédie de référence, ceux-ci nous ouvrent grand les fenêtres sur le monde de la prime enfance, en offrant leur regard, connaissances et pratiques en matière d'attachement, de développement, d'émotion, de sommeil, d'alimentation, de besoins, de jeu, d'humour, d'éducation, de société et de famille. De quoi nous inviter tous à repenser autrement la petite enfance et à renouveler notre manière d'agir et d'être auprès des jeunes enfants.

47-100885 SO 311 B

### **Les enjeux de la parentalité / HOUZEL Didier**

**Eres, 2017, 200 p.**

Y-a-t-il des conditions optimales pour le développement psychique d'un enfant ? Quelle est la nature des liens qui s'établissent entre l'enfant et ses parents ? Si l'enfant ne peut rester dans sa famille est-il souhaitable ou non de favoriser des rencontres avec elle ? Quels sont les enjeux, à moyen et à long terme, de la rupture ou du maintien des relations entre un enfant placé et ses parents ? Quels liens peuvent-ils alors élaborer ? Comment évaluer la capacité des parents à assumer à nouveau, après une période de séparation, tout ou partie de leurs fonctions parentales ? Comment y préparer l'enfant ?

Partant de l'analyse détaillée de cas cliniques qui mettent en scène ces interrogations, le groupe de recherche\* conduit par Didier Houzel sous l'égide du ministère de l'Emploi et de la Solidarité s'est donné pour tâche de mieux comprendre les enjeux de la parentalité.

Cet ouvrage rend compte de ce travail de réflexion.

Les auteurs présentent ici des axes de référence théoriques qui se traduisent sous forme de propositions concrètes pour mieux soutenir parents et enfants en souffrance. Les acteurs sociaux y trouveront donc des repères qui viendront étayer leur réflexion et leur engagement dans un travail en réseau, notamment lorsqu'ils sont confrontés à des situations où la parentalité est fragilisée.

47-100882 SO 311 E

### **Les entretiens RH : comment gérer ces étapes clés pour l'entreprise et le collaborateur / JAILLOT Marie-Amélie**

**Anthemis, coll : Défis pratiques en management humain, 2021, 221 p.**

Les étapes essentielles du parcours professionnel de vos collaborateurs - recrutement, développement, évaluation, réintégration, licenciement ou démission - sont habituellement rythmées par des rencontres organisées avec des représentants du management et de l'encadrement. C'est ce que l'on appelle les entretiens RH. Ce guide a pour ambition de vous aider à tirer le meilleur parti de ces moments clés qui jalonnent la vie du travailleur au sein de chaque entreprise qui l'accueille.

L'organisation concrète, régulière et efficiente des entretiens RH permet de soutenir et faciliter les décisions relatives au premier facteur de croissance de l'économie, à savoir les individus et les équipes qui en assurent le développement jour après jour. Cet ouvrage collectif, ancré dans la pratique professionnelle et porté par la volonté de contribuer à la fois au bien-être des travailleurs et à la performance durable des entreprises, passe en revue les bénéfices et risques associés à l'ensemble de ces entretiens RH tels qu'ils se pratiquent aujourd'hui.

Il offre également un éclairage juridique, rarement appréhendé dans le tourbillon d'une réalité quotidienne qui ne laisse pas toujours le temps de la réflexion. Au travers des partages d'expérience rassemblés par les codirecteurs de la collection "Défis pratiques en management humain", l'ouvrage propose une approche positive et pratique des entretiens RH qui ponctuent l'histoire de toutes les relations de travail.

47-100880 MAN 34 E

[☞ Retour sommaire](#)

**Réussir son burn-out - Récits de résistantes / LE BARS Corinne  
Eres, coll : Clinique du Travail, 2022, 184 p.**

Elles sont sept femmes, de 35 à 60 ans, infirmières, couturière, assistante sociale..., mariées ou célibataires, grands-mères ou en attente de fonder une famille, vivant en ville ou à la campagne, harcelées, surchargées, ballottées ou encore mal traitées par un supérieur, un collègue, un système. Elles sont tombées brutalement, après un long déni. Elles ont mis des mois à se relever. Repérées par le service social de l'Assurance maladie, elles ont accepté de participer à des séances de groupe.

Leurs sept récits de burn-out aux caractéristiques communes montrent avec une émotion intacte que cette « maladie » de l'estime de soi, causée par une longue exposition quotidienne à un stress majeur proche du stress post-traumatique, est bel et bien une pathologie chronique.

Avec un titre en « pied-de-nez », qui ironise sur les promesses de rétablissement en 15 jours, elles démontrent pas à pas combien le travail social de groupe, et plus largement toutes les modalités de travail collectif entre pairs, est bénéfique : sortie de l'isolement, gestion d'un calendrier, souci de présentation physique, sentiment d'être comprises, partage, entraide...

Ensemble, elles ont créé une association pour venir en aide à d'autres victimes du burn-out et pour définitivement transformer une épouvantable épreuve en ressource pour les autres.

47-100879 RH 311 R

**Le management bienveillant , accélérateur de performance : L'Humain au coeur de la réussite de l'entreprise / ROBEVEILLE Roland, VEYSSIERE Michelle  
Gereso édition, coll : Management, 2021, 158 p.**

Le facteur humain est la principale différence entre les entreprises qui associent le bien-être des salariés et la performance économique sur le long terme, et les entreprises qui sont uniquement centrées sur le profit à court terme. Comment celles qui réussissent arrivent-elles à concilier performance économique, climat social apaisé et salariés heureux d'y travailler ? Elles améliorent leur rentabilité par un management fondé sur la bienveillance, le droit à l'erreur et la confiance.

S'ensuivent des résultats financiers souvent meilleurs que ceux des entreprises qui pratiquent un management malveillant et parfois douteux. Ces sociétés ont, pour la plupart, remis en cause leur organisation, revu leur système de management mais également leurs processus et méthodes de travail, repensé leur politique de rémunération et la gestion des relations interpersonnelles pour faciliter le dialogue...

A l'appui d'un diagnostic des pratiques vertueuses et d'autres plus contestables, les auteurs préconisent des méthodes performantes pour améliorer le bien-être des salariés, le climat social, le succès et la rentabilité de l'entreprise, et ce, quel que soit son secteur d'activité.

47-100878 MAN 21 M

**Contrôle managérial et innovation collaborative / SAID Karim, KHERRAZI Soufiane  
Harmattan (L'), coll : Dynamiques D'Entreprises, 2021, 194 p.**

Cet ouvrage vise à contribuer à une meilleure compréhension du rôle du contrôle managérial dans le contexte de l'innovation collaborative. En s'inscrivant dans le champ des coopérations inter-organisationnelles, il s'agit, dans un premier temps, d'analyser les motivations des partenaires mais également les formes et modalités de ces rapprochements dans le contexte de l'innovation collaborative. Sachant que l'importance du recours au contrôle dans le processus d'innovation n'a été admise que récemment, nous proposons, dans un second temps, une lecture intégrée des conditions de mise en oeuvre et d'efficacité du contrôle managérial associées à des stratégies collaboratives.

Face à des situations inter-organisationnelles de plus en plus complexes, l'efficacité de ces pratiques de contrôle va dépendre à la fois des facteurs de contingence externes et du mode de structuration ainsi que des interactions internes se produisant à l'intérieur du dispositif de contrôle en place.

47-100877 MAN 11 C

[Retour sommaire](#)

**Le harcèlement moral au travail. Approches psychosociales, organisationnelles et cliniques. / DESRUMAUX Pascale**

**Presses universitaires de Rennes, coll : Psychologies, 2022, 270 p.**

Dans cet ouvrage, le lecteur trouvera une synthèse de recherches universitaires internationales permettant de définir le harcèlement moral, d'identifier les facteurs organisationnels, psychosociaux et les caractéristiques des harceleurs et des victimes de harcèlement. Ces travaux montrent aussi comment les jugements induits par les situations de harcèlement et par les facteurs organisationnels, alimentent et pérennisent le harcèlement.

L'ouvrage intègre les apports des sciences humaines (théories du bouc émissaire, du monde juste, ...), de la psychologie sociale et du travail (attribution, erreur fondamentale, climat d'entreprise, management, justice, jugements) et de la psychologie clinique (émotions, vécu des victimes, copings). Il clarifie les distinctions entre harcèlement moral, sexuel, cyber harcèlement à l'école et au travail et conflits au travail.

L'ensemble des causes, organisationnelles, psychosociales, systémiques et psychologiques sont présentées et illustrées par des études de cas. De manière inédite, l'auteur présente une synthèse des enquêtes européennes sur le harcèlement, une réflexion sur les théories explicatives et les jugements concernant le harcèlement, des modèles européens et canadiens. Les aspects juridiques et les niveaux de prévention donnent des clés de sortie du harcèlement.

Autant de pistes pour permettre, aux scientifiques d'appréhender l'ensemble des processus et aux salariés impliqués de mieux comprendre les pièges du harcèlement, aux professionnels de développer une prévention et un traitement de la violence au travail.

47-100870 RH 30 H

**La protection sociale / NEZOSI Gilles**

**Documentation française (La), coll : Découverte de la Vie Publique, 2021, 357 p.**

Cette 2e édition présente la protection sociale en France en 2021 à la lumière des derniers événements survenus en France. Cette nouvelle édition présente la protection sociale en France en 2021, à l'aube notamment du véritable tsunami causé par la crise sanitaire sur les comptes sociaux (un déficit record de 72 milliards d'Euros est attendu au titre de 2020 et les années suivantes devraient connaître des déficits élevés).

Il est aussi question du risque dépendance, institué par les lois du 7 août 2020 en tant que cinquième branche de la Sécurité sociale et qui devrait connaître un très fort développement avec le vieillissement de la population française et l'élévation de l'espérance de vie.

47-100494 SO 03 P

*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT*

*Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.*

[Retour sommaire](#)

**Bulletin documentaire**

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1  
[www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr)

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2022 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)